

de la Grande-Bretagne et des États-Unis durent rester hors de Berlin pour permettre aux Russes d'y pénétrer les premiers avant la fin des hostilités. On a rappelé à maintes reprises que la décision à la suite de laquelle l'Union soviétique a occupé Berlin n'a pas été prise par des fonctionnaires, perfides ou non, mais bien par le commandant suprême lui-même, le général Eisenhower.

L'honorable député, rappelant qu'il avait été témoin, en Allemagne, du démontage d'une aciérie qu'on devait transporter en Yougoslavie, a semblé désapprouver cette pratique. On reconnaîtra que le Canada, qui n'est pas une puissance occupante en Allemagne, n'est pas intéressé directement à ces questions qui sont du ressort de la Grande-Bretagne, de la France et des États-Unis. L'honorable député a déclaré, je crois, que je devrais me renseigner à ce sujet. Je tiens donc à lui dire qu'à mon avis cette opération était peut-être parfaitement légitime puisque c'est une conférence des Nations Unies, qui avait institué à cette fin une commission munie de pleins pouvoirs, qui a déterminé les réparations à exiger de l'Allemagne. Ces réparations devaient être réparties proportionnellement entre les dix-huit belligérants actifs. Ces derniers ont été autorisés à prendre leur part et ce fut là sans doute la part de la Yougoslavie, ce pays ayant été dévasté.

Le député a ensuite parlé des millions de tonnes de ferraille qu'on trouve dans la vallée de la Ruhr et qui ne servent à rien. Il veut qu'on prenne des mesures pour expédier cette ferraille hors d'Allemagne. Or, on est à prendre pareilles mesures. La veille de son arrivée en Allemagne, au début d'octobre je crois, le Royaume-Uni et les États-Unis avaient conclu un accord prévoyant l'expédition d'un demi-million de tonnes de cette ferraille à chacun de ces deux pays et de 225,000 tonnes aux autres. On entretient l'espoir d'en transporter hors d'Allemagne cette année plus de deux millions de tonnes. Il est à espérer que le Canada en obtienne une part.

Le député de Vancouver-Sud (M. Green) nous a demandé d'exposer l'opinion du Gouvernement quant à la situation dans le Pacifique. Il estime que la Chambre des communes a droit de connaître cette opinion, alors que nous parlons tant de l'Atlantique. Je rappelle à la Chambre que l'an dernier, lors du débat sur les affaires extérieures, celui qui dirigeait alors ce ministère (M. St-Laurent) a fait une déclaration très complète à ce sujet. Il a alors traité la question du Pacifique. J'espère avoir l'occasion, au cours de la présente session, d'en parler plus longuement qu'aujourd'hui. Pour

[L'hon. M. Pearson.]

l'instant, je me contenterai de rappeler une phrase d'une déclaration que faisait l'an dernier notre premier ministre actuel. Il disait:

Le gouvernement canadien estime également qu'il ne serait pas sage, afin de faire face à la menace communiste de l'heure en extrême Orient, de redonner au Japon une puissance telle qu'il redevienne une menace pour la paix.

La ligne de conduite du gouvernement canadien n'a pas changé.

Le député de Vancouver-Sud (M. Green) s'est quelque peu inquiété, assez naturellement, de ce que la préoccupation du Gouvernement au sujet du Pacte de l'Atlantique pût porter le public à croire que nous n'avons pas conscience de nos responsabilités dans le Pacifique. Je tiens à lui certifier, toutefois, qu'il n'y a pas de meilleur moyen d'assurer la sécurité de l'océan Pacifique, en ce moment, que d'élaborer entre les grandes puissances démocratiques un pacte de sécurité dont la portée se fera sentir dans le monde entier, y compris la région du Pacifique. Notre préoccupation actuelle au sujet de l'alliance de l'Atlantique-Nord ne veut pas dire que le Gouvernement n'entend rien faire au sujet du Pacifique. De fait, nous participons activement aux travaux de la Commission pour l'extrême Orient. Nous maintenons une mission diplomatique à Tokyo. Nous avons pris part, en 1947, aux entretiens des pays du Commonwealth à Canberra. De diverses autres façons, nous prenons part aux affaires du Pacifique.

Dans son discours, le député de Vancouver-Sud a signalé que d'après les journaux, un certain bloc du Pacifique était en voie de formation. Il s'est étonné de voir que le Gouvernement n'avait fait aucune déclaration à ce sujet. Je puis assurer à la Chambre qu'aucun gouvernement ne nous a fait de propositions de ce genre. Nous ignorons tout du projet d'alliance du Pacifique. On ne nous a pas invités à appuyer un tel projet. La déclaration qu'il a lue ne renfermait que des conjectures. A notre connaissance elles n'ont aucun fondement dans la réalité.

Je passerai maintenant à des sujets d'ordre plus général. Je ferai à la Chambre, durant les quelques instants qui vont suivre, un exposé forcément rapide de la situation internationale ainsi que je la vois. Cette situation nous donne encore beaucoup de craintes. Il faut l'examiner sans affolement, mais aussi sans nous illusionner. Le monde, cela saute aux yeux, est en proie à la crainte, la crainte née surtout de l'extension de la domination brutale du communisme révolutionnaire inspiré des principes du régime militariste global et croissant de la Russie totalitaire.

Bien qu'il n'y ait pas lieu encore de se laisser aller à un optimisme exagéré, on